

Brélaz veut s'engager avec force pour le musée



Le Musée des beaux-arts jouera son avenir le 30 novembre.

RÉFÉRENDUM

Les défenseurs du Musée des beaux-arts se lanceront après la rentrée.

La Municipalité de Lausanne compte participer activement, en se gardant de réveiller le réflexe anticapitale.

Il a fallu des mois pour que l'exécutif lausannois affiche son enthousiasme pour le Musée cantonal des beaux-arts. Mais les choses ont changé. Timidement d'abord, avec la signature du Manifeste citoyen en faveur du projet par plusieurs municipaux fin juin. Aujourd'hui, avec la votation du 30 novembre en ligne de mire, c'est haut et fort que les autorités lausannoises affirment vouloir sauver l'institution. D'autant que l'on sait depuis mardi, avec le dépôt des signatures du référendum, que près de la moitié des détracteurs de ce projet à 66 millions de francs viennent de la capitale vaudoise (*24 heures* du 30 juillet). «Nous souhaitons nous engager de toutes nos forces dans cette campagne, assure Silvia Zamora, municipale de la Culture. Nos pudeurs, liées au fait qu'il s'agissait d'un projet cantonal, n'ont plus raison d'être.» Le syndic Brélaz ne dit pas autre chose: «Le poids de Lausanne lors de ce vote à hauts risques sera important.» Des représentants de la ville feront ainsi sans nul doute partie du comité de campagne des défenseurs du projet.

Argument choc, la Municipalité espère aussi présenter un plan de réaménagement des rives du lac aux abords du bâtiment. «Notre conviction est que les aménagements extérieurs vont de pair avec le projet de musée, explique Silvia

Zamora. Il reste peu de temps avant le 30 novembre, mais d'ici là, nous pourrions donner nos intentions.» Deux postulats ont été déposés dans ce sens au Conseil communal.

Delicate pesée des voix

Dans ce scrutin qui s'annonce difficile, l'engagement de la capitale vaudoise est crucial. Mais la pesée des voix est délicate. Selon Daniel Brélaz, il s'agit d'engranger les nombreux suffrages de l'agglomération, tout en évitant le réflexe anticapitale des régions périphériques, qui pourraient se montrer réticentes à financer un bâtiment construit sur sol lausannois, après Tridel ou le métro M2. Qui alors pour conduire la machine électorale? Le syndic de Lausanne ne s'y voit pas, estimant que «les leaders devraient idéalement représenter l'arrière-pays»; *no comment* du côté de Silvia Zamora. Quant à Yvette Jaggi, qui s'est lancée dans la bataille, elle explique que le comité devra être «aussi large, géographiquement et politiquement, que possible.» L'équilibre entre le poids de la capitale et celui du canton est «un jeu difficile», juge-t-elle. L'ancienne syndique de Lausanne poursuit: «On pourrait imaginer une série de coprésidents, plutôt qu'une seule tête. Tout cela est en discussion.»

La composition du comité de campagne, qui réunira la droite et la gauche, tout comme le calendrier de la bataille, ne seront connus qu'à la rentrée scolaire. La question du financement également. Quant à l'Etat, il entamera sa mission d'information à la mi-septembre. Reste encore au Conseil communal lausannois de se prononcer sur la mise à disposition du terrain de Bellerive.

MARTINE CLERC